

L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2013

Le ralentissement se poursuit

P
O
R
T
R
A
I
T

L'économie de la Nouvelle-Calédonie a continué de ralentir en raison d'une demande intérieure atone et dans le contexte d'un marché du nickel baissier en 2013. Le manque de confiance croissant des agents économiques pèse sur l'investissement privé et la consommation des ménages. Les entrepreneurs calédoniens font état d'une dégradation continue de leur courant d'affaires. La perte de dynamisme de l'activité atteint pour la première fois depuis plusieurs années le marché du travail avec une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. La plupart des secteurs économiques enregistrent un repli de leurs activités, hormis le secteur primaire. Malgré la montée progressive en charge des usines, le secteur du nickel a connu une année difficile, dans un marché mondial excédentaire qui pèse sur les cours du nickel et pénalise les comptes d'exploitation des opérateurs. Le BTP a amorti sa baisse d'activité grâce, notamment, au chantier du Médipôle et aux travaux publics, alors que la fréquentation des touristes de séjour ressort en repli.

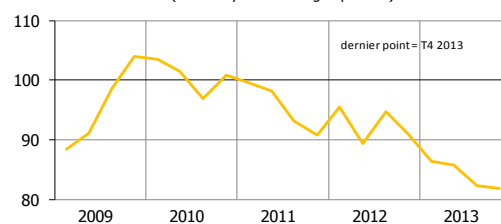
Le système bancaire a poursuivi son soutien au financement de l'économie malgré une nouvelle décélération de l'encours des crédits et un tassement de la collecte des dépôts. La qualité du portefeuille des établissements de crédits locaux est légèrement impactée par une hausse de la sinistralité. Le taux de créances douteuses demeure toujours au plus bas niveau des Outre-mer.

UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE MOINS PORTEUR

Le climat des affaires décroche

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est dégradé tout au long de l'année pour atteindre 82 points à la fin 2013. Il s'est stabilisé en fin d'année, à la faveur d'anticipations moins négatives des entrepreneurs pour le début de 2014. L'ICA s'écarte nettement de la moyenne de longue période, en deçà du point bas historique observé au moment de la crise financière mondiale de 2009.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



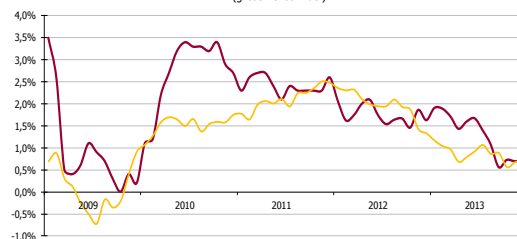
Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

Décélération de la hausse des prix

La hausse de l'indice des prix à la consommation s'infléchit, en moyenne annuelle, après le rythme plus soutenu des années précédentes (+1,3 % en 2013, après +1,8 % en 2012 et +2,4 % en 2011). Elle termine l'année à +0,7 %, soit une progression identique à celle observée dans la France entière (+0,7 %).

Ce ralentissement s'explique par le repli du prix des produits manufacturés (-0,3 %) et de l'énergie (-2,0 %), en lien pour ces derniers avec la modération du prix des hydrocarbures et la dépréciation du dollar.

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel)



Source : ISEE, INSEE

A l'inverse, l'augmentation des prix de l'alimentation et des services (+1,7 %) a pesé sur l'indice en 2013. Malgré les mesures prises contre la vie chère, les prix de l'alimentation qui étaient contenus sur les trois premiers trimestres de l'année subissent au quatrième trimestre la hausse des produits frais. Les prix des services bénéficient du repli des transports (-0,9 %), mais sont tributaires de l'augmentation des services liés au logement (+2,3 %), l'indice de révision des loyers continuant d'augmenter (+2,0 % contre +3,2 % un an auparavant). L'indice BT 21 a toutefois nettement décéléré sur un an, ne progressant plus que de 1,5 %, après +5,4 % en 2012.

Une perte de dynamisme du marché du travail

En 2013, le marché du travail est impacté par le ralentissement économique. Le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en hausse pour la première fois depuis 2010 (+12,7 %, après -11,8 % en 2012), évolution portée par la situation dans la Province Sud où sont localisés les trois quarts des demandeurs. Le nombre de chômeurs indemnisés qui était relativement stable pendant les années de forte croissance, augmente ainsi de 19,6 % sur un an (après +8,6 % en 2012).

Parallèlement, après avoir enregistré un premier reflux en 2012, l'offre d'emploi continue de s'infléchir, se repliant de 17,9 % sur un an (après -7,8 % en 2012). Cette tendance s'explique par une diminution concomitante des besoins de la Province Sud (-13 %) et de la Province Nord (-32 %). L'emploi salarié privé évolue peu, à +1,5 % (après +0,4 % en 2012 et +4,5 % en 2011), soit près de 900 créations nettes d'emplois principalement dans l'industrie et les services.

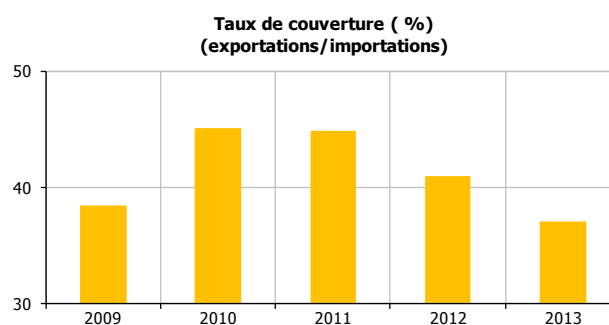
La consommation des ménages s'essouffle tandis que l'investissement s'infléchit

La consommation des ménages qui avait plutôt bien résisté jusque là, ralentit en 2013. Les importations de produits alimentaires et de biens de consommation courante diminuent (respectivement -1,2 % et -1,3 %). De même, les ventes de véhicules neufs se replient (-13,5 %) et les professionnels du secteur du commerce font état d'un recul de leur courant d'affaires tout au long de l'année 2013. L'encours des crédits à la consommation décélère (+1,0 %, après +2,6 %), en lien avec la dégradation du marché automobile. L'investissement immobilier des ménages poursuit son inflexion amorcée en 2011, avec une croissance modérée de l'encours des crédits à l'habitat (+1,7 % en 2013, après +3,2 % en 2012 et +8,4 % en 2011).

L'investissement des entreprises pâtit du climat d'incertitudes. Plusieurs indicateurs sont mal orientés sur l'année : les importations de biens d'équipement professionnels diminuent (-6,3 %, après +10,3 % l'année précédente) et les immatriculations de véhicules utilitaires continuent de chuter (-6,8 %, après -11,3 % en 2012). Parallèlement, l'encours des crédits d'investissement des entreprises s'infléchit (-3,4 %, après +7,1 % en 2012).

Le déficit commercial se creuse avec la baisse des exportations

Les échanges commerciaux se contractent en 2013, en liaison avec la fin de la construction des usines et la moindre valorisation des exportations de nickel. Toutefois, la baisse des importations est modérée (-3,5 %), atténuée par les besoins en intrants liés à la mise en production des usines, avec un recours accru aux produits minéraux (+11,4 % en valeur et +39,6 % en volume). Parallèlement, les exportations (-12,9 %) subissent les difficultés du secteur du nickel : faiblesse des cours et démarrage moins rapide que prévu de la production des usines du Nord et du Sud. Au final, le déficit commercial se creuse à nouveau, à près de 183 milliards de F CFP contre 178 milliards en 2012. Le taux de couverture se détériore, retrouvant un plus bas historique à 37 % (-4 points).



Source : ISEE

DES SECTEURS EXPOSÉS AUX ALÉAS DE L'ÉCONOMIE MONDIALISÉE

L'activité du nickel s'accroît dans un marché international baissier

Les cours du nickel se sont repliés fortement en 2013, contraignant l'ensemble du secteur à redoubler d'efforts pour réduire les coûts de production. Le cours moyen du nickel se replie ainsi nettement en dessous du niveau moyen de 2012 (-14,3 % à 6,8 \$/lb). Les stocks mondiaux de nickel au LME ont poursuivi leur ascension en 2013, passant de 147 000 tonnes en janvier à 256 000 tonnes en décembre. Selon les experts du secteur, cette situation inédite ne permettra pas d'envisager une reprise durable des cours avant 2016. Le marché a accru ses excédents en raison notamment de la production à bas coût de « fonte au nickel » chinoise.

En Nouvelle-Calédonie, la production métallurgique s'accélère en 2013 grâce à la montée en charge de l'usine du Sud, atteignant au total 69 206 tonnes de nickel (+11,3 % sur un an). L'augmentation de la production des produits finis et semi-finis de cette usine (+170 % au total) a largement compensé le repli des ferronickels. L'usine du Sud a ainsi produit 15 500 tonnes (Oxyde de Nickel et Nickel Hydroxide Cake). Parallèlement, la production de l'usine du Nord est plus modeste (1 500 tonnes), l'industriel finalisant son processus de fabrication avec la mise en service d'une deuxième ligne de production en février 2014.

La production de minerai de nickel enregistre un nouveau record en 2013, avec 11,1 millions de tonnes extraites (+15,2 %, après +4,6 % en 2012). Les besoins de la Corée du Sud (montée en charge de l'usine de Gwangyang notamment) portent l'augmentation des saprolites (+8,3 %), alors que les latérites se redressent (+28,5 %).

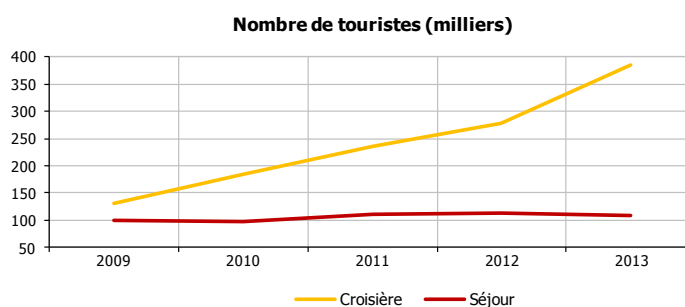
Le BTP dans l'attente d'une reprise de la construction de logements

Après avoir marqué le pas en 2012, le secteur du BTP est parvenu à amortir sa baisse d'activité grâce au chantier du Médipôle et aux travaux publics. L'emploi salarié s'est stabilisé, après avoir régressé l'année précédente. Les ventes de ciment stagnent (-0,7 % à fin septembre 2013), après un repli de 16 % en 2012.

Toutefois la situation dans le secteur de la construction reste précaire. Alors que les projections de population font état d'un accroissement continu des besoins en logement à l'horizon 2030, le nombre de logements autorisés a chuté sur l'année 2013, pour atteindre un point bas sur ces dix dernières années. Face à cette situation, le Congrès a voté la loi sur la défiscalisation sur le logement intermédiaire et les Provinces tentent de relancer les programmes de construction de logements sociaux.

Contrairement à la croisière, le tourisme de séjour peine à capter les flux de l'Asie-Pacifique

La fréquentation touristique de la Nouvelle-Calédonie s'infléchit après les niveaux records des années précédentes. Le nombre de touristes visitant l'archipel est en diminution (-4,0 %, après +0,3 % en 2012). Cette évolution contraste avec celle plus favorable de la zone Asie-Pacifique (+6 % en 2013, dont +4 % pour l'Océanie), avec en particulier les Îles Fidji qui captent 40 % des arrivées de l'Océanie.



La croissance des marchés métropolitains ou européens (+1,1 % et +7,8 %) n'arrive pas à compenser le repli des marchés traditionnels australiens et japonais (respectivement -11,3 % et -10,1 %), pénalisés par un repli de leur devise en 2013. Ces évolutions se traduisent par un recul du nombre de nuitées à Nouméa et hors-Nouméa (-4 % et -12 % respectivement).

Avec plus de 385 000 passagers, le tourisme de croisière continue son essor (+38,7 % sur un an), bénéficiant des circuits en provenance d'Australie. Ces derniers concernent toutefois des escales de courte durée, dont l'impact sur l'économie demeure mesuré.

Tendances contrastées pour l'aquaculture et l'élevage

L'aquaculture de crevettes poursuit le redressement entamé sur l'exercice précédent avec une nouvelle progression des exportations, en augmentation de 6 % en volume (et de 14 % en valeur). Dans le secteur de la pêche, les exportations de thons sont relativement stables en volume (-0,5 %) mais chutent en valeur (-35,8 %). Après une année 2012 favorable, les abattages de viandes porcines poursuivent leur progression en 2013 (+6,9 %) tandis que ceux de viandes bovines sont relativement stables (-1,1 %).

UNE ACTIVITÉ FINANCIÈRE ALIGNÉE SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La morosité de l'environnement économique se traduit par un essoufflement de l'activité bancaire en 2013. Les encours de crédits comme les dépôts, ont nettement infléchi leur rythme de progression par rapport à 2012.

Quasi-stabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers des agents économiques ont augmenté de 0,9 %, après +10,5 % en 2012 : les dépôts locaux se replient de 0,1 % alors que l'épargne gérée en dehors de la place calédonienne progresse fortement (+5,0 %).

Dans le détail, l'épargne des ménages est encore bien orientée (+4,8 %) alors qu'à l'inverse les actifs des sociétés non financières sont en repli (-7,9 %). Les dépôts à vue sont en hausse de 7,0 % ainsi que les comptes sur livrets (+3,5 %), soutenus par les livrets A (+8,0 %). A l'inverse, les dépôts à terme s'infléchissent fortement (-8,4 %), en rupture avec la croissance continue des années précédentes, du fait de conditions de rémunérations moins attractives.

Croissance à nouveau ralentie des encours de crédits

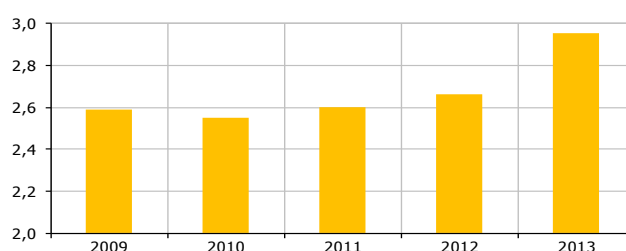
L'activité de financement ressort moins soutenue que les années précédentes. L'encours total des établissements de crédit progresse de 2,7 %, après +5,3 % en 2012 et +7,4 % en 2011. En particulier, les établissements de crédit locaux affichent une augmentation mesurée de leurs encours de crédits, à +0,8 % contre +4,7 % un an plus tôt, passant en deçà du rythme de progression de la métropole (+1,4 %). L'encours total de crédits des ménages subit une érosion (-0,1 %, contre +4,1 % en 2012), en raison de la stagnation des crédits à l'habitat octroyés localement. La production locale de crédits nouveaux a ainsi régressé, à 33 milliards contre 40 milliards de F CFP en 2012.

Le financement des entreprises est moins dynamique que les années précédentes (+0,7 %, contre +6,1 % en 2012), soutenu essentiellement par les crédits à la construction (+2,8 %). Les crédits d'exploitation reculent de 1,2 % alors que les crédits à l'investissement ont nettement décéléré (+0,3 %, après +3,9 % en 2012).

Dans le même temps, la qualité du portefeuille des établissements de crédits locaux est légèrement impactée par une hausse de la sinistralité des entreprises et des ménages.

Le taux de créances douteuses, pour sa part, atteint 2,95 % (+0,3 point) tandis que le taux de provisionnement s'inscrit en repli, à 60,8 % (-4 points).

Taux de créances douteuses brutes (%)



Source : IEOM

Au final, le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle qui s'accroît de 4,8 %, sous l'effet conjugué d'une quasi-stabilité de la collecte (-0,1 %) et d'une augmentation mesurée de l'encours de crédit (+0,8 %).

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission) diminue de 1,5 % : son solde, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, atteint -70 milliards de F CFP au 31 décembre 2013 contre -71 milliards un an auparavant.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2014

La conjoncture semble se stabiliser à bas niveau, dans l'attente d'un rebond. La fin de la période électorale devrait permettre de restaurer la confiance au second semestre afin de conforter une reprise de l'investissement privé et la consommation. Parallèlement le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a mis en place un budget de relance par l'investissement public, avec la poursuite et la création de nouveaux grands chantiers (Médipôle, rénovations des lycées, infrastructures routières...).

Dans le secteur du nickel, les processus de fabrication des deux nouvelles usines sont maintenant opérationnels, permettant d'accroître significativement la production. Toutefois les conditions de marché devraient rester encore défavorables, en raison du niveau record atteint par les stocks mondiaux et malgré la décision de l'Indonésie d'arrêter les exportations de minerais au début 2014. Le BTP restera dépendant de la concrétisation de nouveaux appels d'offres dans la construction de logements et des chantiers issus de la commande publique. Le tourisme de séjour devra relever un nouveau défi avec la nécessité d'assurer le démarrage du complexe hôtelier de Gouaro Deva, qui nécessitera la venue d'au moins 10 000 touristes supplémentaires.

L'année 2013 souligne ainsi les fragilités de l'économie calédonienne en raison d'une dépendance quasi-exclusive à un seul produit, le nickel. Si l'économie a bénéficié d'un stabilisateur avec les dépenses publiques, le taux de couverture des importations par les exportations a atteint un niveau historiquement bas et la compétitivité des opérateurs a été mise en difficulté face à des acteurs régionaux (Chine, Indonésie) qui ont fortement accru leur part de marché. La diversification des leviers de croissance reste un défi d'actualité pour la Nouvelle-Calédonie, afin d'amortir ces chocs conjoncturels et faire face aux enjeux de son développement.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 11 avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1968-6277